

● (1620)

[Traduction]

J'ai déjà fait part à mon collègue, le chef du Nouveau parti démocratique, de mon regret de devoir partir tôt pour aller accueillir le premier ministre de France à l'aéroport. Mais avant de terminer, je tiens simplement à rappeler que le programme dont la Chambre est saisie, tel qu'il a été exposé dans le discours du trône, me semble judicieux, à-propos et équitable pour notre pays. Nous voulons dissiper le climat d'affrontement. Nous voulons mettre fin aux dissensions et aux conflits, instaurer une nouvelle ère de collaboration et de compréhension.

Je sais fort bien que pareilles intentions comportent certaines limites. Je sais que nous connaissons sans doute des périodes difficiles. Je songe notamment au domaine de la coopération fédérale-provinciale. Pendant 15 ans, les habitants de Terre-Neuve et du Labrador n'ont demandé qu'une seule chose au gouvernement. Ils ont réclamé des conditions honorables en ce qui concerne l'exploitation des ressources offshore et on n'a cessé de leur répéter que c'était la manière libérale ou rien du tout. Nous avons mis en pratique les vieilles traditions qui consistent à miser sur les régions, à en comprendre la vitalité, à reconnaître la nécessité de tirer parti de la force qu'elles représentent, et dans un esprit de compromis honorable, nous sommes allés à Terre-Neuve et au Labrador—nous y retournerons encore—pour conclure un accord sur le développement de cette ressource magnifique, convaincus que les habitants de cette province ont le droit d'être traités avec justice et que ce qui favorise le bien-être et la prospérité de cette province favorise le Canada tout entier.

[Français]

Et nous avons traité avec l'Ouest exactement de la même façon. Nous allons traiter avec l'Ontario, le Québec. Nous allons, bien sûr, cesser de construire des clubs de judo dans les églises au Québec. Cela, le député de Papineau (M. Ouellet), il l'a fait tellement. Mais on va s'entendre... On va essayer de s'entendre avec le gouvernement dûment élu du Québec, nous allons ouvrir un dialogue sain et raisonnable afin de créer des emplois pour des Québécois et des Canadiens. C'est cela le mandat du nouveau gouvernement tant au Québec qu'en Alberta et à Terre-Neuve, c'est un mandat que nous allons remplir.

[Traduction]

Personne n'a jamais prétendu avoir toutes les solutions, monsieur le Président, ni aujourd'hui ni durant la campagne électorale. Nous nous rendons compte de la gravité des problèmes. Puis-je dire en passant à mon honorable ami, à propos de la litanie qu'il était en droit de réciter, que j'ai fait une mise en garde très importante à Prince Albert, à Sherbrooke et à Halifax. S'il prend la peine de lire la déclaration que j'ai faite ce jour-là, il verra bien que j'ai dit que ces programmes et ces politiques seraient avantageux pour le Canada et seraient établis en temps opportun tout dépendant de la situation financière dont nous hériterions.

**Des voix:** Oh, oh!

*L'Adresse—M. Broadbent*

**M. Mulroney:** Demain soir, le ministre des Finances (M. Wilson) fournira des explications. Alors que le député de Shawinigan ou de Toronto...

[Français]

Je ne suis pas certain. Ce qui arrive à un gars de Shawinigan, il s'en va pratiquer le droit à Québec? Non. A Montréal? Non. Shawinigan? Non. Toronto? Oui. J'aime bien Toronto, mais je n'ai pas fait ma campagne électorale en disant: Faites donc le choix entre le gars de «Main Street» et celui de «Bay Street». Le gars de «Main Street» est devenu le gars de «Bay Street». Moi, j'aime les deux, «Main Street» et «Bay Street», et les deux ont voté également pour nous autres.

[Traduction]

Nous avons donc fait cette importante mise en garde au sujet de l'établissement des programmes. A la suite de la déclaration que fera le ministre des Finances demain soir, monsieur le Président, nous présenterons des programmes que nous jugeons raisonnables, importants pour revitaliser l'économie canadienne, compatibles avec nos traditions et dignes de la confiance des Canadiens. Nous croyons que, grâce à cet esprit de renouvellement et de collaboration à la recherche—et il s'agit uniquement d'une recherche—d'un nouveau consensus général, nous pourrions effectivement donner une nouvelle prospérité au Canada et aux Canadiens.

**Des voix:** Bravo!

● (1630)

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord commenter le discours du premier ministre (M. Mulroney) en des termes qu'il comprendra, mais sans aucune méchanceté: j'ai rarement entendu un ancien camionneur parler autant de Bay Street et un premier ministre dire si peu de choses de son discours du trône.

Sur une note plus sérieuse, je tiens pour commencer à féliciter les députés qui ont proposé et appuyé la motion. Ils ont bien parlé, avec pondération et conviction. Je les félicite de ce début prometteur au Parlement.

Je voudrais parler de ce qui, pensais-je, aurait dû être la substance de ce débat: l'avenir du Canada. Au lieu de cela, nous avons eu du réchauffé de la campagne électorale que je croyais terminée. Je prétends qu'un discours du trône devrait traiter des problèmes de la nation—entre régions, entre groupes et entre particuliers—et, en termes généraux, expliquer l'attitude du nouveau gouvernement face à ces problèmes. Il devrait non pas viser à fournir toutes les réponses, mais essayer au moins de fixer une nouvelle orientation, une nouvelle direction et proposer à la nation un nouveau départ.

Sans revenir sur des problèmes que tout le monde connaît, je voudrais indiquer certaines des questions qui, dans l'esprit de mes collègues et de la majorité des Canadiens je suppose, devraient être abordées par le Parlement. La plupart des problèmes devraient être étudiés avant les vacances de Noël. Je ne dis pas qu'ils devraient être résolus, mais il faudrait commencer à envisager des solutions. Quels sont ces problèmes?